

# La diplomatie est-elle devenue un sport de combat ?

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Assemblée générale de l'Onu s'ouvre à un moment où la situation internationale est tout à la fois illisible, menaçante et complexe. On est entré dans un monde dur, où les tensions se sont exacerbées. Le multilatéralisme, patiemment construit pour favoriser la coopération entre les États, s'effrite irrémédiablement sous les coups de boutoir répétés de la "bagarre multipolaire", pour citer Hubert Védrine. On assiste au retour des "États puissances": Chine, Russie, Turquie, Iran qui, dans une dynamique militaire décomplexée, définissent leurs intérêts sans hésiter à sortir du cadre juridique international. Pour les Occidentaux, c'est un réveil brutal. Le cas le plus

emblématique de l'affaiblissement du multilatéralisme est le blocage complet du Conseil de sécurité par la pratique des veto russes et chinois depuis les interventions militaires occidentales des années 2000. Et, en parallèle, on constate qu'une série d'États utilisent un langage agressif, destiné à intimider.

Là où la diplomatie est traditionnellement conçue comme l'art de la litote et du langage oblique, on découvre une sémantique violente, une forme de pugilat verbal. Au lieu d'être mise au service de la conciliation d'intérêts nationaux conflictuels, la diplomatie est utilisée par les États pour étayer leur animosité. Certains ministres des Affaires étrangères utilisent abusivement des mots comme "ennemi", "concurrent" et "régime rival". Le président américain n'a pas hésité à utiliser le terme "tueur" pour désigner le président russe. La réplique de ce dernier n'était guère plus aimable. Un ambassadeur chinois a qualifié le déplacement à Taïwan de la présidente du Congrès américain de

"caprice d'octogénaire". De la diplomatie discrète, on est passé à la diplomatie agressive.

La diplomatie inclusive est le résultat d'une convention codifiée, d'un ensemble d'usages, où l'agression est abolie. Elle est synonyme de modération dans l'expression. Elle tend vers l'apaisement par la discussion et la recherche de compromis, tandis que la diplomatie agressive (presque une contradiction dans les termes), exacerbe les tensions par l'usage de la violence verbale, voire physique. La première croit à la vertu de persuasion, la seconde à la vertu de commandement. La première est fondée sur le respect bienveillant de l'autre, la seconde recherche l'humiliation et tente de soumettre l'adversaire. Les tenants de la diplomatie discrète veulent la paix en négociant les conditions (durée, concessions, obligations), tandis que ceux qui ne croient qu'au langage de la force soutiennent la guerre et en fixent les termes (violation des frontières, invasion unilatérale). Les concepts de diplomatie et d'agression sont contradictoires.

L'essence de la diplomatie, c'est d'abord de croire à la vertu du dialogue. La diplomatie est l'art de concilier des intérêts différents, pour reprendre la formule d'Henry Kissinger. Une bonne diplomatie doit être capable d'anticiper les conflits. Sa priorité est d'établir la confiance, et non d'instiller des soupçons par des accusations et des invectives. Cette diplomatie ouverte et inclusive a été pratiquée avec un certain succès après (et même durant) la guerre froide au XX<sup>e</sup> siècle. Pour s'en assurer, il suffit de se référer au réseau de traités, accords et instruments internationaux conclus dans les domaines de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Bref, la voie du dialogue permanent (la voie de la diplomatie in-





**Raoul Delcorde**

Ambassadeur (hon.) de Belgique, membre de l'Académie royale de Belgique

■ Tandis que l'Assemblée générale de l'Onu se tient cette semaine à New York, il semble opportun de revenir sur la diplomatie face aux tensions d'un monde devenu dur, clivant, où le langage de la force tend à se substituer au langage de la négociation.

clusive) a été choisie plutôt que la voie de l'exclusion agressive (la voie de la diplomatie exclusive).

#### Apprendre à dialoguer

En cette période de basculement du monde amplifiée par la pandémie et l'entrée dans l'ère du changement climatique, le diplomate ne doit pas céder à l'anathème mais bien plutôt apprendre à dialoguer avec ceux dont il est, par ailleurs, le plus éloigné, car la diplomatie consiste en bonne part à parler à ses ennemis. Cette écoute attentive (mais pas complaisante) peut seule façonner les bases d'une entente car pour faire la paix, il faut être deux, alors que la guerre peut se décider seul. Être diplomate, c'est se mettre à la place de son interlocuteur. Le langage diplomatique est un langage performatif, dont les mots se traduisent souvent en actes.

Le langage diplomatique est un langage performatif, dont les mots se traduisent souvent en actes. Quand le diplomate s'en va (parce que réduit au silence par son adversaire, dans ce qui s'apparente à un sport de combat), les relations sont rompues, les tensions s'exacerbent. Lorsqu'il revient, les négociations reprennent et les tensions se réduisent. Alors seulement la diplomatie sera vectrice d'apaisement. L'instrument privilégié de la rencontre de "l'autre" c'est, sur la scène internationale, la négociation diplomatique.

Venons-en plutôt aux fondamentaux. Hans Morgenthau, le père de l'école réaliste en relations internationales, défend l'idée que le diplomate est un instrument dans l'arsenal du pouvoir d'influence. En cela, il fait écho à Ermolao Barbaro, l'ambassadeur de Venise à Rome en 1490, qui affirmait que "le premier devoir d'un ambassadeur [...] c'est de dire, de faire, de conseiller et de concevoir ce qui peut le mieux servir la présentation et l'extension de son propre État". Les diplomates acceptent-ils toujours que leur seul objectif soit de faire avancer les intérêts de leur État? Beaucoup s'en contentent, il est vrai. Mais certains se voient comme œuvrant et, par conséquent, représentant l'idée de paix. On constate en effet que, défenseur des intérêts exclusifs de son pays, le diplomate est capable de vouloir défendre aussi des intérêts universels. Par exemple, à Sergio Vieira de Melo, qui accompagna le processus de paix au Timor-Oriental puis œuvra en Irak (où il perdit malheureusement la vie) ou encore à Richard Holbrooke, l'artisan de la paix en Bosnie, "The Unquiet American" pour reprendre le titre d'un article qui lui fut consacré. Cette évolution de la diplomatie est heureuse: les diplomates ont pris conscience d'un universalisme qui est dans le droit fil de leur cosmopolitisme antérieur.

## OPINION

# Ressources humaines et humains sans ressource

■ Vincent, 49 ans, sans emploi. Suis-je condamné à rester une ressource humaine compétente, inutilisée et inutile?

#### Vincent Jadot

Chercheur d'emploi, diplômé de l'UNamur et de l'UCLouvain

**N**om: Vincent Jadot. Âge: 49 ans. Diplômes universitaires: master en philologie romane (UNamur&UCL) – bac en psychologie, mention: distinction (UCL) – AESS (agrégation de l'enseignement secondaire supérieur) en français, mention: grande distinction (UCL). Situation professionnelle: sans emploi. Voici, en quelques lignes, une présentation de ma situation économique.

Durant l'année précédant mon agrégation, j'ai postulé partout (de la Croix-Rouge en passant par l'Inno). Sur plus de cent CV envoyés suite à des offres d'emploi, je n'ai pas reçu de réponses positives. Quand l'emploi était adapté à mes capacités intellectuelles, je ne recevais pas de réponse positive voire – la plupart du temps – pas de réponse. Si l'emploi ne nécessitait pas de diplôme, il m'était répondu que j'étais trop qualifié. Un employeur public a même modifié ses critères de recherche pour que je ne puisse me présenter à l'entretien!

Depuis, j'ai réussi haut la main l'agrégation comme professeur de français. J'ai postulé comme professeur de français durant deux ans dans un rayon maximal de 120 kilomètres (aller-retour). Sur cette période, je n'ai trouvé que 29 postes dans ce périmètre: des emplois à durées très courtes et souvent à temps partiel. Qu'à cela ne tienne, j'ai postulé à chaque fois. Sur les 29 établissements auxquels j'ai répondu positivement, trois m'ont offert quatre remplacements pour une durée totale de deux mois et demi (à Liège et dans la banlieue de Charleroi). Depuis juin, je n'ai pas reçu une réponse (même négative).

À chaque rentrée, la même rengaine sort des machines de presse: "l'enseignement est en pénurie". À chaque sortie politique, les mêmes leitmotivs libéraux sont martelés: "les personnes sans travail sont des faîneantes: il est temps d'en finir avec l'assistanat"; "il est primordial de récompenser ceux qui méritent"; "l'individu est seul responsable de sa situation sociale et économique".

Mes conclusions personnelles et factuelles vont à contresens de ces stéréotypes. Il n'y a pas de pénurie dans l'enseignement pour les professeurs de français. La plupart des personnes à la recherche d'un emploi (enseignement ou autres domaines), même qualifiées, n'en trouvent pas sans l'aide d'un réseau: le marché est saturé.

En désespoir de cause, j'ai envoyé un courrier à la ministre de l'Éducation, Caroline Désir, en lui expliquant ma situation et en lui demandant comment je pouvais ob-

tenir un poste de professeur. Pour toute réponse, j'ai obtenu les sites internet que je consultais déjà.

Alors quel est mon problème? Est-ce parce que j'ai 49 ans? Parce que je ne dispose pas de relais personnels? Parce que je ne postule pas assez loin?

Je n'ai pas de réponse à ces questions. Tout ce que je constate, c'est que je suis une ressource humaine sur un marché auquel je n'ai pas accès. À l'aube de mes 50 ans, je ne pense pas être une ressource périmée. Je ne comprends pas le besoin de connaître telle ou telle personne pour obtenir un emploi: je pensais que les diplômés certifiés par les universités étaient une garantie suffisante pour l'engagement contractuel. Enfin, dépasser 120 kilomètres journaliers me coûte extrêmement cher en temps et en essence, d'autant qu'un professeur preste vingt périodes sur cinq jours à temps plein et, a fortiori, beaucoup moins à temps partiel. Est-ce donc bien raisonnable tant humainement qu'écologiquement d'effectuer des trajets encore plus longs pour ne dispenser qu'une heure, deux heures de cours?

La situation des professeurs demandeurs d'emploi est d'autant plus absurde que le décret de base de l'enseignement nous enjoint de développer un enseignement basé sur des valeurs en opposition à celles du tout-puissant marché de l'emploi: "promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves; amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle; préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures; assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale" (décret Missions, article 6).

Il serait donc temps de dissocier le travail du salaire. Des propositions pertinentes de Bernard Friot, sociologue et économiste, professeur émérite à l'université Paris-Nanterre, et de Frédéric Lordon, philosophe et économiste, directeur de recherche au CNRS, offrent des perspectives pour sortir de la logique de marché de l'emploi afin que toute personne qui possède les qualifications nécessaires puisse travailler et s'épanouir.

En attendant le jour béni où ces propositions seront mises en pratique, il me reste à survivre financièrement dans un monde économique qui ne peut ou ne veut pas valoriser mes compétences. Alors, dites-moi: suis-je condamné à demeurer une ressource humaine compétente, inutilisée et inutile?